

PIECES DEMANDEES—*Suite.*

## INONDATIONS DANS SAINT-JEAN, IBERVILLE, MISSISQUOI.

M. Demers (L. P.)—Demande copie de toute correspondance, réclamations, etc., pour dommages provenant des inondations de la rivière Richelieu—221 ; vingt-cinq mille acres sont inondés tous les ans—221 ; l'utilisation du bras le plus profond de la rivière pour le canal Chambly est cause du séjour prolongé de l'eau sur les terres—221 ; des études d'amélioration ont été faites mais les travaux recommandés n'ont pas été exécutés—221.

Motion adoptée—221.

## INSURRECTION DU NORD-OUEST.

M. Davis—Demande copie de tous les documents relatifs au paiement d'indemnités après l'insurrection du Nord-Ouest de 1885—2837 ; les pétitions des métis ont été brûlées au département de l'Intérieur avant l'avènement du gouvernement actuel—2838 ; si la commission des réclamations eût été nommée six mois plus tôt l'insurrection n'aurait pas éclaté—2840 ; les citoyens ont été pillés—2840 ; le commissaire McKay disait aux métis qu'ils ne seraient pas indemnisés s'ils ne votaient pas pour les conservateurs—2841 ; compte de McKay, \$14,898—2842 ; pétition des métis contre McKay—2844 ; aperçu de la façon dont les réclamations ont été réglées—2846 ; réclamations McLean, lettres de Hugh John Macdonald—2851 ; le gouvernement doit reprendre l'affaire et rendre justice à ceux à qui elle a été refusée—2854.

M. Scott—Réclamation de M. Legaré qui a ramené Sitting Bull aux Etats-Unis en 1881 pour qu'il se livre aux autorités américaines—2855.

M. Henderson—Pourquoi les députés libéraux n'ont-ils pas fait régler ces torts par leurs amis depuis sept ans qu'ils sont au pouvoir—2857.

Laurier (sir W.)—La grande difficulté est de rouvrir la discussion—2857 ; les documents seront soumis—2858.

Motion adoptée—2861.

## LIBERATION CONDITIONNELLE.

M. Monk—Demande un état des libérations conditionnelles depuis 1er mai, délit, non-condamnation, raison de libération—3804.

Hon. Fitzpatrick—Impossible de livrer les noms à la publicité, ni les rapports confidentiels des juges sur lesquels la libération est basée—3804 ; déposera le nombre de détenus de chaque pénitenciers libérés conditionnellement—3806.

Adopté—3807.

## PENSIONS AUX VOLONTAIRES DE L'AFRIQUE DU SUD.

M. Broder—Demande copie de toute correspondance entre le gouvernement et les postulants de pension pour blessures dans la guerre de l'Afrique du Sud—4752 ; le blessé Mulloy est connu partout où l'on parle anglais—4753 ; il reçoit du gouvernement anglais 65 cts par jour—4753 ; ses parents sont dans la gêne—4753 ; il a reçu \$2,000 de souscriptions, mais ce n'est pas assez—4753 ; si l'on veut que les Canadiens retournent au feu, il faut prendre soin des invalides—4754.

PIECES DEMANDEES—*Suite.*

M. Borden (sir Fred.)—Il n'est pas à propos que le parlement statue sur des cas isolés—4754 ; le classement avec la détermination des mérites des postulants n'est pas encore achevé—4754 ; il y a 90 pensionnaires provisoires—4754 ; ceux qui se sont engagés savaient qu'ils ne devaient pas s'attendre à autre chose qu'au traitement prévu dans l'armée impériale—4754 ; le gouvernement serait disposé à parfaire la différence entre la pension impériale et celle qui se paie pour les pensionnaires existant déjà par suite de l'invasion féminine et la rébellion du Nord-Ouest—4755.

Motion adoptée—4755.

## PESAGE DES PRODUITS DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE.

M. Pope—Demande copie de la correspondance échangée au sujet du pesage et de la nomination d'une commission d'enquête—3807 ; désire interpeller le gouvernement pour le blâmer de son indifférence—3807.

Motion adoptée—3807.

## RECLAMATION DE M. JOHN CAMPBELL.

M. Hughes (S.)—Demande copie de toute correspondance au sujet d'un envoi de moutons de la ferme de Fairview, Woodville, P.Q., aux Etats-Unis et de la quarantaine qu'ils ont subie—3799 ; M. Campbell prétend avoir expédié sur de fausses indications du ministère de l'Agriculture des moutons aux Massachusetts et ces moutons lui ont été renvoyés, il réclame le remboursement des messageries—3800.

Hon. Fisher—Le ministère n'a pas de fonds à cet effet, les documents seront produits—3800.

Motion adoptée—3803.

## RESERVE DE DONCASTER.

M. Léonard—Demande copie de tous les documents relatifs à l'échange de terrain pour les sauvages propriétaires de la réserve de Doncaster ou pour les squatters établis là—2861 ; le gouvernement ne fait pas figurer au budget du prochain exercice les \$11,325 qui avaient été votés l'année dernière et n'ont pas été payés pour indemniser les squatters—2862 ; les prétendus squatters n'ont aucun droit, ce sont des cabaleurs d'élection—2862 ; M. Léonard est en faveur du règlement pourvu qu'il ne se fasse pas au gré du ministre de la Marine—2863.

Laurier (sir W.)—Le crédit ne reparait pas au budget du prochain exercice parce que le montant sera payé avant l'expiration de celui-ci—2864 ; les squatters établis de bonne foi sur la réserve ont, en équité, le droit d'être indemnisés—2864 ; si le paiement n'est pas déjà fait c'est à cause de difficultés de délimitation du rang—2865.

M. Monk—Si la réclamation est si claire, pourquoi ne l'avoir pas encore payée ?—2865 ; les squatters se sont établis sur la réserve en pleine connaissance de cause—2865 ; on ferait mieux d'employer cet argent à augmenter les salaires des facteurs de poste—2866.

Hon. Préfontaine—Les conservateurs qui ne se sont jamais occupés de cette question sont furieux de voir les libéraux la régler—2867 ; les squatters sont de bonne